

BIJLAGE 4 : Aanwijzing en afbakening van de omtrek van de beheerseenheden van de Natura 2000-locatie BE34065 – « Bassin supérieur de la Vire et du Ton »

4.1. Lijst van de beheerseenheden die binnen de locatie worden afgebakend

De locatie herbergt de volgende beheerseenheden :

- UG 1 – Aquatische milieus
- UG 2 – Prioritaire open milieus
- UG 3 - Weiden habitats van soorten
- UG 5 – Verbindingsweiden
- UG 6 – Prioritaire bossen
- UG 7 - Alluviale prioritaire bossen
- UG 8 – Inheemse bossen met een grote biologische waarde
- UG 9 – Bossen habitats van soorten
- UG 10 – Niet-inheemse verbindingsbossen
- UG 11 – Teeltgronden en antropogene elementen

De natuurlijke habitats van communautair belang en de soorten van communautair belang die binnen deze beheerseenheden kunnen worden herbergd, worden nader bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

4.2. Kaart waarop de omtrek van de beheerseenheden wordt afgebakend

De bijgevoegde kaarten bepalen, op een schaal van 1/10.000e (bekendgemaakt op een schaal van 1/25.000e) de omtrek van de beheerseenheden van de locatie. De buitenlijnen van de beheerseenheden stemmen overeen met die van de voornaamste typen natuurlijke habitats die in het gebied voorkomen.

Deze kaart is ook beschikbaar :

- Onder elektronisch formaat op de website <http://Natura.2000.wallonie.be>;
- Op papier in elke betrokken gemeente;
- Op beide wijzen, bij de territoriaal betrokken Buitendiensten van het Departement Natuur en Bossen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie – « Bassin supérieur de la Vire et du Ton ».

Namen, 1 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/12319]

4 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 relatif au contrat d'alternance

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française auquel il a été porté assentiment par le décret du 15 janvier 2009, les articles 1^{er}, § 5, et 2^{ter}, § 3, modifiés par l'avenant du 27 mars 2014 auquel il a été porté assentiment par le décret du 28 avril 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 relatif au contrat d'alternance;

Vu le rapport du 13 janvier 2017, établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 1^{er} septembre 2016;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie remis le 19 septembre 2016;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} juillet 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2016;

Considérant que le contrat d'alternance est un des instruments essentiels de la mise en œuvre de la réforme de l'alternance envisagée par les exécutifs des parties à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008;

Considérant qu'après un an de mise en œuvre du contrat d'alternance, il y a lieu d'y apporter certaines modifications de nature à optimiser son utilisation en limitant les sources d'interprétation préjudiciables à l'objectif d'harmonisation des contrats et statuts des apprenants en alternance;

Considérant qu'il est essentiel que les arrêtés modificatifs des arrêtés au contenu identique, adoptés de façon concomitante par les Gouvernements et Collège, relatifs au contrat d'alternance, produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2016;

Considérant que les dispositions de mise en œuvre de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance doivent impérativement entrer en vigueur au début de l'année de formation 2016-2017;

Considérant qu'il convient, depuis le 1^{er} septembre 2016, de garantir tant la sécurité juridique que la parfaite information des apprenants en alternance, des opérateurs de formation en alternance et des entreprises sur les droits et obligations de chacun prévues dans le contrat d'alternance et le plan de formation qui y est annexé;

Considérant que les Centres d'Education et de Formation en Alternance (CEFA), l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (IFAPME) et le Service Formation des petites et moyennes entreprises (SFPME) ont été informés du modèle de contrat de formation en alternance actualisé, dans la perspective de la rentrée académique 2016-2017;

Considérant qu'il convient, dès lors, de faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} septembre 2016;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des parties prenantes aux contrats d'alternance signés à partir du 1^{er} septembre 2016 et en particulier des apprenants en alternance et des entreprises partenaires de la formation;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que tous les contrats conclus à partir 1^{er} septembre 2016 devraient être modifiés;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie;

Vu l'avis 60.477/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er} de celle-ci.

Art. 2. L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 relatif au contrat d'alternance est remplacé par ce qui suit :

« Il définit les droits et devoirs minima des parties, précisés, sur avis, sollicité ou remis d'initiative, de l'Office francophone de la Formation en Alternance, par les Ministres compétents de la Communauté française et de la Région wallonne ainsi que par le membre du Collège compétent de la Commission communautaire française. ».

Art. 3. L'article 5, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour tout nouveau contrat d'alternance, la période d'essai est d'un mois et est suspendue en cas d'absence de l'apprenant pour quelque motif que ce soit. ».

Art. 4. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Toute modification portant sur le type de formation dispensée à l'apprenant et sur le numéro d'entreprise repris dans la Banque Carrefour des Entreprises doit faire l'objet d'un nouveau contrat d'alternance. ».

Art. 5. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Les modifications apportées au contrat d'alternance, telles que le changement de tuteur, de Commission paritaire de l'entreprise, d'unité d'établissement où la formation est dispensée, de rétribution de l'apprenant ou de durée du contrat, font l'objet d'un avenant au contrat d'alternance.

Toute autre modification telle que le changement de référent, d'opérateur de formation, de coordonnées de l'apprenant ou d'horaires de formation fait l'objet d'une annexe. Cette annexe est communiquée aux signataires du contrat d'alternance. ».

Art. 6. Il est inséré dans le même arrêté, un article 8/1 rédigé comme suit :

« Art. 8/1. Le montant de la rétribution de l'apprenant est calculé sur la base d'un pourcentage du revenu minimum mensuel moyen garanti, indexé sur la même base que l'indexation automatique des salaires. ».

Art. 7. L'annexe du même arrêté est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2016.

Art. 9. La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mai 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
E. TILLIEUX

ANNEXE¹



CONTRAT D'ALTERNANCE

Coordonnées de l'opérateur de formation en alternance
 Dénomination :
 Adresse :

Coordonnées du référent de l'opérateur de formation
 Prénom et Nom :
 Gsm :
 Courriel :

Conclu en application de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, tel que modifié par avenant du 27 mars 2014.

ENTRE

- **L'APPRENANT EN ALTERNANCE**

Prénom et NOM :

.....

Lieu et date de naissance :

né / née² à....., le

.....

N° NISS :

Domicile :

.....

Téléphone :/..... **GSM :**

...../.....

Courriel :@.....

.....

Si l'apprenant en alternance est mineur :

Prénom et NOM du représentant légal :

.....

¹ Toute interprétation du contrat fait référence à l'arrêté ministériel relatif au VADE MECUM portant sur le contrat d'alternance.

² Barrez la mention inutile

Domicile :

.....

Téléphone :/..... **GSM :**

...../.....

Courriel :@.....

ET

- **L'ENTREPRISE :**

Dénomination :

.....

Raison sociale :

.....

Siège social :

.....

Adresse du lieu de formation en entreprise :

.....

Numéro d'unité d'établissement où a lieu la formation :

.....

Numéro ONSS :

.....

Numéro

BCE :.....

.....

Numéro commission paritaire :

.....

Agréée comme entreprise de formation en alternance pour le métier qui fait l'objet du présent contrat d'alternance.

Représentée par le chef d'entreprise ou la personne mandatée pour représenter l'entreprise :

Prénom et

NOM :.....

....

Fonction :

.....

Téléphone :/..... **GSM :**

...../.....

Courriel :@.....

.....

Tuteur : (si différent du chef d'entreprise)

Conformément au prescrit de l'accord de coopération du 24 octobre 2008 relatif à la formation en alternance, le tuteur doit remplir les conditions non cumulatives suivantes :

a) soit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années, prouvée par toute voie de droit, dans la profession apprise en tout ou en partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation ; lorsque le tuteur a obtenu un titre de Chef d'entreprise dans la profession apprise en tout ou en majeure partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation, il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans ;

b) soit être détenteur d'un diplôme ou d'un certificat pédagogique ou d'une attestation de formation au tutorat, délivré par un établissement d'enseignement ou de formation instituée ou agréé par la Communauté ou la Région compétente, prouvant qu'il possède les connaissances pédagogiques nécessaires pour suivre le parcours du jeune en alternance en tant que tuteur ;

c) soit être détenteur d'un titre de validation de compétences en tant que tuteur délivré par un centre de validation des compétences agréé par l'entité fédérée compétente.

Il doit justifier d'une conduite irréprochable, en fournissant la preuve d'un extrait II de casier judiciaire belge utilisé dans le cadre d'une activité qui relève de l'éducation, de la guidance médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement des mineurs.

Lorsque l'entreprise a accueilli, dans les cinq ans précédant le 1er septembre 2014, date d'entrée en vigueur de l'avenant à l'accord de coopération, un apprenant en formation en alternance sur base d'une Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP) ou d'un autre contrat ou d'une convention reconnu par la Communauté française ou d'un Contrat d'apprentissage ou d'une Convention de stage de l'IFAPME ou du SFPME, le tuteur qui a assuré le suivi de cet apprenant pendant toute la durée de la formation en alternance est automatiquement reconnu comme remplissant les conditions du tuteur au sens de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008.

Prénom et NOM :

.....

Téléphone :/..... **GSM :**

...../.....

Courriel :

.....@.....

.....

Fonction dans l'entreprise :

.....

Ci-dessous dénommés les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Durée

Le contrat d'alternance est conclu pour une période de mois, débutant leet se terminant le sauf prolongation de commun accord et concertée avec l'opérateur de formation, moyennant la conclusion d'un avenant au contrat.

Le contrat d'alternance comprend une période d'essai d'un mois qui est suspendue en cas d'absence de l'apprenant pour quelque motif que ce soit.

Les modalités d'application pour le contrat d'alternance s'appliquent pendant la période d'essai, à l'exception des modalités de rupture de contrat prévues à l'article 9, 2^e alinéa, 2) du présent contrat.

Article 2 : Obligations des parties

Les parties se doivent respect et égard mutuels.

Pendant l'exécution du contrat d'alternance, elles sont tenues d'assurer et d'observer le respect des convenances et des bonnes mœurs.

Article 3 : Obligations de l'entreprise

L'entreprise participe à la formation de l'apprenant en alternance au métier de :

..... et :

1° accueille l'apprenant en alternance, veille à son intégration dans le milieu professionnel pendant le temps de la formation en alternance, lui remet le règlement de travail lors de la signature du présent contrat d'alternance et s'engage à ne pas laisser l'apprenant en alternance seul sur le lieu de formation ;

2° confie à l'apprenant en alternance uniquement des tâches revêtues d'un caractère formatif en rapport avec son plan de formation et le métier auquel il se destine ;

3° prend les précautions nécessaires pour protéger l'apprenant en alternance des dangers éventuels liés à son apprentissage et, pour cela, l'informe des dangers et des mesures de sécurité à respecter et lui délivre, s'il existe, un descriptif de ces dangers et mesures ;

4° prépare l'apprenant en alternance à l'exercice du métier auquel il se destine, notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, en tenant compte de l'usure normale de celui-ci, les matières premières, les vêtements de travail et de protection nécessaires, sans que cela ne puisse être considéré comme un avantage en nature ;

5° apporte les soins d'un bon père de famille à la conservation des effets personnels que l'apprenant en alternance doit mettre en dépôt ;

6° veille à ce que la partie du plan de formation qui lui incombe soit dispensée à l'apprenant en alternance en vue de le préparer aux évaluations formatives et certificatives ;

7° permet à l'apprenant en alternance de suivre les cours et activités nécessaires à sa formation, dispensés et/ou organisés par l'opérateur de formation ;

8° en cas de changement, communique formellement au référent de l'apprenant en alternance le nom et la qualité du tuteur qui assurera le suivi de l'apprenant en alternance tout au long de son parcours de formation en alternance, ainsi que la nouvelle adresse de l'unité de l'établissement ;

9° autorise le référent de l'opérateur de formation à vérifier, sur le lieu d'exécution du contrat d'alternance, si le chef d'entreprise respecte les obligations auxquelles il a souscrit ;

10° s'engage à libérer l'apprenant en alternance pour lui permettre de rencontrer, si nécessaire pendant les heures de formation en entreprise, son référent, et ce, contre justification signée par ce dernier et remise par l'apprenant en alternance, à son tuteur, dès son retour en entreprise ;

11° occupe dans l'entreprise l'apprenant en alternance pour une durée moyenne d'au moins 20h/semaine sur base annuelle, sans préjudice de la législation fédérale en matière de vacances annuelles conformément aux modalités précisées à l'article 7 du présent contrat ;

12° fait une déclaration DIMONA à l'Office national de la sécurité sociale au plus tard avant le début de l'exécution du présent contrat d'apprentissage, que ce soit en centre de formation ou en entreprise ;

13° collabore avec l'opérateur de formation et informe le référent du déroulement de la formation au sein de l'entreprise, au minimum lors de chacune de ses visites en entreprise et dans les meilleurs délais, sur toute difficulté liée à l'exécution du présent contrat ;

14° complète les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à chaque opérateur de formation, tels que convenus avec le référent, ainsi que les attestations nécessaires pour justifier les absences éventuelles de l'apprenant en apprentissage, du fait de l'entreprise, en centre de formation ;

15° conclut auprès d'une société d'assurances agréée, ou auprès d'une caisse d'assurances agréée, une police d'assurance qui garantit à l'apprenant en apprentissage les mêmes avantages et la même couverture, en lien direct avec le métier qui fait l'objet de la formation, qu'à tout travailleur de l'entreprise, conformément à la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, déclare les accidents survenus et, plus généralement, respecte l'ensemble de ses obligations ; cette assurance couvre également les accidents sur le chemin conduisant à l'entreprise et chez l'opérateur de formation ainsi que les accidents survenant lors des activités de formation organisées tant par le centre de formation ou d'enseignement que par l'entreprise ; si l'accident se produit sur le chemin conduisant à l'entreprise, les données en vue de remplir la déclaration d'accident sont fournies le plus rapidement possible par l'apprenant ; si l'accident se produit chez l'opérateur de formation, celui-ci en informe immédiatement l'entreprise et lui communique les données en vue de remplir la déclaration d'accident ;

16° conclut, auprès d'une société d'assurance agréée en responsabilité civile, un contrat d'assurance qui couvre les dommages causés par l'apprenant à des tiers à l'entreprise où ce dernier se forme et ce, dans le cadre de sa formation en entreprise;

17° respecte les dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de ses arrêtés d'exécution ainsi que les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'entreprise, en ce compris la prise en charge des évaluations de santé préalables ;

18° respecte les dispositions légales et réglementaires spécifiques au statut de l'apprenant en apprentissage dont les dispositions relatives aux vacances annuelles, telles que définies à l'article 7, ainsi qu'en matière de droit de la sécurité sociale ;

19° accepte le principe de la mobilité extérieure telle que prévue dans le plan de formation ;

20° paie une rétribution mensuelle à l'apprenant en apprentissage, conformément à l'article 6 du présent contrat ;

21° rembourse hors abonnement scolaire, sur la base des pièces justificatives, les frais de déplacement de l'apprenant en apprentissage pour la formation pratique en entreprise, comprenant le trajet aller et retour de sa résidence habituelle vers le lieu d'exécution de la formation en entreprise, selon les dispositions applicables à l'entreprise au regard de la convention sectorielle ou d'entreprise à laquelle elle est soumise ou, à défaut, de la convention collective de travail n° 19 octies du 20 février 2009 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs ;

22° délivre, lorsque le contrat d'alternance prend fin, le document contenant la date du début et de la fin du contrat d'alternance, et fournit, au besoin, les documents sociaux utiles à l'apprenant en alternance.

23° veille dans toute la mesure du possible à désigner un tuteur suppléant le tuteur effectif, absent pour une période de courte durée, sans préjudice des dispositions à prendre par l'entreprise pour remplacer le tuteur effectif en cas d'absence de longue durée ou de changement de tuteur ; le tuteur suppléant répondra au mieux au profil et aux conditions exigés pour le tuteur effectif.

Article 4 : Obligations de l'apprenant en alternance

L'apprenant :

1° est présent en entreprise conformément aux modalités du présent contrat d'alternance et met tout en œuvre pour arriver au terme de celui-ci ;

2° agit conformément aux instructions qui lui sont données par l'entreprise, via un de ses mandataires ou préposés, via son tuteur, ainsi que par son référent, en vue de la bonne exécution du contrat d'alternance ;

3° fréquente assidûment les cours ou les formations et participe aux évaluations formatives et certificatives ;

4° participe, en cas de rupture ou de suspension du contrat d'alternance, au programme spécifique mis en place par l'opérateur de formation afin de répondre, le cas échéant, aux contraintes de l'obligation scolaire ;

5° s'abstient de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle des personnes qui effectuent des prestations à ses côtés, soit à celle de tiers ;

6° restitue en bon état à l'entreprise l'outillage, les matières premières non utilisées et les vêtements de travail et de protection qui lui ont été confiés ;

7° avertit immédiatement l'entreprise et l'opérateur de formation de toute absence et leur communique les informations et attestations permettant de les justifier dans les deux jours ouvrables, sauf dispositions contraires prévues au règlement de travail ;

8° accepte les déplacements éventuels inhérents aux activités de l'entreprise ;

9° complète et communique à son opérateur de formation les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à chaque opérateur ;

10° s'abstient, tant au cours du contrat d'alternance qu'après la cessation de celui-ci, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que les secrets de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance en raison de sa présence dans l'entreprise ;

11° prévient, dans les plus brefs délais, son référent de toute difficulté liée à l'exécution du contrat d'alternance, notamment celle pouvant entraîner la fin du contrat d'alternance.

Article 5 : Horaires de formation en entreprise et chez l'opérateur de formation

La durée hebdomadaire de formation est de [...] ³ heures, réparties selon la grille de référence ci-après :

Grille de Référence

Jours	chez l'opérateur de formation		sur le lieu d'exécution de la formation en entreprise	
	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi
Lundi				
Mardi				
Mercredi				
Jeudi				
Vendredi				
Samedi				
Dimanche ⁴				

L'opérateur de formation communique annuellement l'horaire des cours en centre de formation aux deux parties contractantes. Les horaires de formation en entreprise sont déterminés sur cette base.

La grille de référence peut être adaptée à la demande d'une des parties ou du référent moyennant un accord des parties et figurant en annexe du contrat d'apprentissage.

En cas de rythme d'apprentissage autre qu'hebdomadaire, la grille de référence peut être modifiée.

Les heures supplémentaires sont interdites sauf accord préalable reposant sur un justificatif pédagogique, entre l'entreprise, l'opérateur de formation et l'apprenant en apprentissage. Elles doivent être rétribuées et/ou récupérées sur les heures de prestations en entreprise selon les dispositions de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

Sauf exceptions spécifiques prévues par la loi et/ou les conventions collectives de travail de la commission paritaire dont ressort l'entreprise, l'apprenant en apprentissage ne peut pas travailler le dimanche, les jours fériés légaux ou leurs jours de remplacement lorsque les jours fériés coïncident avec des jours habituels d'inactivité dans l'entreprise.

Le travail de nuit est interdit : l'apprenant en apprentissage entre 15 et 18 ans ne peut pas travailler entre 20 heures et 6 heures. Dans le respect des dérogations prévues par la loi et/ou les conventions collectives de travail de la commission paritaire dont ressort l'entreprise, l'apprenant en apprentissage de plus de 16 ans peut être amené à travailler au-delà de ces limites. Quel que soit l'âge de l'apprenant en apprentissage, le travail est interdit entre minuit et 4 heures.

Lorsque la formation en centre n'est pas organisée pendant les vacances scolaires, l'apprenant travaille son horaire hebdomadaire complet en entreprise, sauf dispositions prises conformément à l'article 7 du présent contrat.

³ En fonction de la Commission paritaire, de la Convention collective de travail ou du Règlement de travail de l'entreprise.

⁴ Si la Loi ou la Convention collective de travail de la Commission paritaire dont relève l'entreprise formatrice le prévoit.

Article 6 : la rétribution de l'apprenant en alternance

La formation est structurée en trois niveaux de compétences (A-B-C) visés à l'article 1er, §4, alinéa 2, de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance. Ces niveaux sont définis dans le plan de formation annexé au présent contrat d'alternance. Ils déterminent le montant de la rétribution.

Les allocations familiales sont octroyées inconditionnellement jusqu'au 31 août de l'année au cours de laquelle l'apprenant atteint l'âge de 18 ans. A cette date, les allocations familiales ne sont dues que si les rétributions de l'apprenant en alternance ne dépassent pas le plafond indexé donnant droit aux allocations familiales. Si l'apprenant en alternance a lui-même des enfants, il peut prétendre à des allocations familiales pour ceux-ci.

Le montant de la rétribution est un minimum. Tel que calculé, il garantit à la famille de l'apprenant en alternance, majeur, le maintien des allocations familiales. Lorsqu'une entreprise ou un secteur veut déroger à ce plafond, ils en informent l'opérateur de formation ; ce dernier est tenu de demander le consentement écrit de l'apprenant en alternance.

A la signature du contrat d'alternance, tout apprenant commence son parcours de formation au niveau A. La transition vers un autre niveau relève de la décision du référent, moyennant l'avis du tuteur et en concertation avec l'apprenant.

Niveau de compétence de l'apprenant en alternance à la signature du contrat :⁵

- Niveau A : la rétribution forfaitaire est fixée àEUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 17 % du RMMMGM indexé).
- Niveau B : la rétribution forfaitaire est fixée àEUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 24 % du RMMMGM indexé).
- Niveau C : la rétribution forfaitaire est fixée àEUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 32 % du RMMMGM indexé).

Cette rétribution est forfaitaire, quel que soit le nombre d'heures de formation pratique en entreprise, et elle couvre tant ces dernières que celles suivies chez l'opérateur de formation.

Outre les rétributions minimales fixées supra, l'apprenant bénéficie des autres avantages prévus explicitement dans les Conventions collectives de travail ou dans un Accord d'entreprise.

Conformément à la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, notamment, l'entreprise peut valablement payer la rétribution au mineur d'âge, sauf opposition du père, de la mère ou du tuteur. Elle est versée au compte bancaire ou postal suivant : BE ___ _____

La rétribution doit être payée au plus tard le quatrième jour ouvrable qui suit la période pour laquelle le paiement est prévu, et cela à défaut de convention collective de travail ou de dispositions contenues dans le règlement de travail qui peuvent porter le délai de paiement à maximum 7 jours ouvrables.

Sans préjudice de l'application de l'article 8, l'indemnité est due prorata temporis en cas d'engagement ou de sortie en cours de mois.

⁵ Ce niveau peut-être actualisé après évaluation des compétences de l'apprenant

L'apprenant ne peut être indemnisé au rendement.

Article 7 : Vacances annuelles

L'apprenant en alternance doit prendre un minimum de 3 semaines de vacances consécutives entre le 1er mai et le 31 octobre, quel que soit le type de vacances et l'employeur est tenu de les lui accorder.

L'apprenant en alternance a le droit de prendre, dès la première année de formation en alternance, deux types de vacances annuelles, concertées, sur le choix des dates, avec l'entreprise et le référent :

- 1) Les vacances annuelles proméritées sont octroyées sur la base des dispositions légales en la matière et leurs dates sont fixées en fonction d'une décision de la commission paritaire à laquelle ressortit l'entreprise et, à défaut, selon les dispositions en vigueur dans l'entreprise. Le cas échéant, l'apprenant peut demander le bénéfice de la réglementation sur les vacances européennes et, dans les cas de fermeture collective de l'entreprise pour cause de vacances annuelles, le bénéfice de la réglementation sur le chômage temporaire, après avoir épuisé son droit aux vacances proméritées.
- 2) 4 semaines de vacances scolaires, non rétribuées, fixées entre le 1er janvier et le 31 décembre en concertation entre l'apprenant, l'entreprise et le référent de l'opérateur de formation.

Les parties concernées sont tenues de convenir de la date des vacances scolaires pour une année déterminée au plus tard le 30 avril de ladite année sauf autre disposition prévue au règlement de travail ou convenue avec le chef d'entreprise ou son représentant légal.

Article 8 : Suspensions de l'exécution du contrat d'alternance

Le contrat est suspendu :

1° En cas d'absence au travail

La loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail concernant la sécurité sociale des travailleurs s'appliquent en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou accident, de congé de maternité et repos d'accouchement, de congé de paternité, de chômage temporaire, de petits chômages / congés de circonstance, de congés pour raisons impérieuses et de congé prophylactique.

Par dérogation au 1^{er} alinéa, la prise en charge, par l'entreprise, de la rétribution de l'apprenant, en cas de suspension du présent contrat d'alternance pour les motifs évoqués ci-avant, se limite aux 7 premiers jours calendrier d'absence, hormis en cas de chômage temporaire autre que résultant d'un accident technique, auquel cas l'entreprise est dispensée de payer une quelconque rétribution.

2° En cas de non-respect de ses obligations par l'une des parties.

L'exécution du contrat d'alternance est suspendue, pour une durée fixée par les parties en concertation avec le référent, afin de permettre au contrevenant de se conformer aux dispositions du présent contrat d'alternance. Cette période continue d'être rétribuée lorsque la suspension résulte d'un manquement dans le chef de l'entreprise.

3° Pendant les vacances scolaires non rétribuées.

Article 9 : Fin du contrat

Le contrat de formation en alternance prend fin :

1° au terme de la durée fixée dans le présent contrat d'alternance ;

2° en cas de décès de l'apprenant ou de la personne signataire du contrat d'alternance mandatée pour engager la responsabilité soit de l'entreprise soit du tuteur ;

3° lorsque l'agrément de l'entreprise est retiré.

Après concertation avec le référent, le contrat de formation en alternance prend fin, conformément à l'article 1er, §4 quinquies de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008 et modifié par les avenants des 27 mars et 15 mai 2014 :

- 1) immédiatement par cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution du contrat ;
- 2) par la volonté de l'une des parties, notifiée par écrit, moyennant un préavis de 7 jours, si l'apprenant en alternance est en période d'essai, et de 14 jours, hors période d'essai, ou moyennant le paiement d'une indemnité de rupture du contrat pour une durée équivalente si le préavis n'est pas presté. Le préavis à prester sort ses effets le 3ème jour ouvrable qui suit sa notification par lettre recommandée ou le lendemain de sa notification lorsque celle-ci s'effectue par voie d'huissier ou fait l'objet d'un accusé de réception signé par la partie à laquelle le préavis est notifié ;
- 3) en cas de cessation d'activité, de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut d'entreprise, à moins que le contrat de formation en alternance ne soit repris par l'entreprise repreneuse, si celle-ci est également agréée, aux mêmes conditions que le contrat de formation initial et ce, moyennant l'accord de l'apprenant et du référent ;
- 4) en cas de manquement grave de la part de l'apprenant ou de l'entreprise ; lorsque le contrat est résilié pour manquement grave dans le chef de l'apprenant, les règles en matière de licenciement pour motif grave d'un travailleur salarié sont d'application ;
- 5) lorsque des arguments objectifs tendent à démontrer que des doutes sérieux surgissent quant au fait que la formation puisse être terminée. Les motifs de l'éventuelle résiliation doivent être notifiés dans les meilleurs délais à l'autre partie, ainsi qu'au référent, par écrit, de façon circonstanciée, avant la phase de conciliation entre les parties. En cas d'absence ou d'échec de la conciliation, les règles en matière de fin de contrat par la volonté de l'une des parties sont appliquées ;
- 6) lorsque l'exécution du contrat est suspendue pendant plus de six mois, le contrat de formation en alternance prend fin, à la demande de l'une ou de l'autre des parties contractantes au terme du 6ème mois de la suspension. L'une des parties au contrat ou les deux parties peuvent invoquer l'existence d'un motif justifiant la fin du contrat d'alternance auprès du référent de l'opérateur de formation et, le cas échéant, en informer l'autre partie au contrat.

En cas de non-respect des obligations découlant du Plan de formation par l'apprenant vis-à-vis de l'opérateur de formation, le référent organise une conciliation avec les parties contractantes. A défaut d'une régularisation par l'apprenant dans les 2 mois, l'opérateur dénonce la non-exécution du

Plan de formation par lettre recommandée ou par voie d'huissier dont une copie est immédiatement transmise par fax ou par courriel au chef d'entreprise. Cette dénonciation met automatiquement fin au contrat d'apprentissage. L'occupation de l'apprenant, s'il reste dans l'entreprise, s'apparente à un contrat de travail avec toutes les obligations qui s'y attachent.

Dans les cas de rupture visés à l'alinéa 2, 2°, 3° et 5°, le référent de l'opérateur de formation organise préalablement une phase de conciliation entre les parties. En accord avec l'opérateur de formation et le référent de l'opérateur de formation, l'apprenant en alternance peut compléter sa formation en alternance, pour la durée restante, auprès d'une autre entreprise.

Article 10 : L'arrêté ministériel au contenu identique, portant sur le VADE MECUM relatif au Contrat d'apprentissage, adopté par les Ministres et par le Membre du Collège compétents en vertu de l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du 4 mai 2017 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 précité fait partie intégrante du présent contrat d'apprentissage.

Fait en trois exemplaires⁶ à le

Pour l'entreprise,

Pour l'apprenant⁷,

Le Responsable

l'Apprenant

⁶ Un exemplaire pour l'entreprise, un exemplaire pour l'apprenant et un exemplaire pour l'opérateur de formation

⁷ Dans le respect de l'article 43 de la loi relative aux contrats de travail qui prévoit que « Le travailleur mineur est capable de conclure et de résilier un contrat de travail moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son père ou de sa mère ou de son tuteur. A défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le tribunal de la jeunesse à la requête du ministère public ou d'un membre de la famille ; le père, la mère ou le tuteur est préalablement entendu ou appelé. »

Plan de formation cadre annexé au contrat**L'apprenant**

Prénom et NOM :

.....
.....

Domicile :

.....
.....
.....
.....

Téléphone :...../..... GSM :

...../.....

Courriel :

.....
.....

Début du contrat : Fin du contrat :

.....

Liste des compétences initiales de l'apprenant :**Titres, certificats, diplômes acquis :****L'entreprise**

Dénomination :

.....
.....

Siège

social :.....

.....
.....
.....

Unité d'établissement où la formation en entreprise est dispensée :

.....
.....
.....
.....**Tuteur :**

Prénom et NOM :

.....

Téléphone :...../.....

Courriel :.....

.....

L'opérateur de formation

Nom :

.....
.....

Siège :

.....
.....
.....
.....

Directeur / Coordonnateur :

.....
.....

Téléphone :/.....

Courriel :

.....

Référent :

Prénom et Nom :

.....
.....

Titre et fonction :

.....
.....

Téléphone :/.....

Courriel :

.....

Indépendamment des acquis d'apprentissage précisés dans les grilles ci-après, l'opérateur de formation s'engage à informer l'apprenant et à le sensibiliser aux dispositions du contrat d'alternance qu'il signe.

Modalités d'évaluation :

Le cas échéant, validation de(s) Unité(s) d'Acquis d'Apprentissage suivante(s) :

Évaluation finale

Modalités d'évaluation :

Titres et certificats visés en fin de formation :

Fait en 3 exemplaires à, le

**Signature et cachet de
l'opérateur de formation ou
d'enseignement**

Pour l'entreprise,

Pour l'apprenant,

Le Responsable

L'apprenant

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2017 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 relatif au contrat d'apprentissage.

Namur, le 4 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/12319]

4 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 betreffende de alternerende overeenkomst

De Waalse Regering,

Gelet op het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, waarmee ingestemd is bij het decreet van 15 januari 2009, de artikelen 1, § 5, en 2^{ter}, § 3, gewijzigd bij het aanhangsel van 27 maart 2014, waarmee ingestemd is bij het decreet van 28 april 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering 16 juli 2015 betreffende de alternerende overeenkomst;

Gelet op het rapport van 13 januari 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gegeven op 1 september 2016;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 19 september 2016;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 juli 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juli 2016;

Overwegende dat de overeenkomst inzake alternerende opleiding één van de voornaamste instrumenten is van de uitvoering van de hervorming van de alternantie overwogen door de uitvoerende organen van de partijen van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding gesloten op 24 oktober 2008 in Brussel;

Overwegende dat na een jaar van uitvoering van de alternerende overeenkomst, er sommige wijzigingen dienen aangebracht te worden om zijn gebruik te optimaliseren door de interpretatiebronnen te beperken die nadelig zijn voor het doel om tot gelijke regelingen te komen voor de overeenkomsten en statuten van de alternerende leerlingen;

Overwegende dat het van essentieel belang is dat de wijzigingsbesluiten van de besluiten met dezelfde inhoud, betreffende de alternerende overeenkomst, die gelijktijdig zijn aangenomen door de Regeringen en het College, uitwerking hebben op 1 september 2016;

Overwegende dat de bepalingen van uitvoering van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding dwingend in werking moeten treden aan het begin van het opleidingsjaar 2016-2017;

Overwegende dat zowel de rechtszekerheid als de perfecte informatie van de alternerende leerling, de operatoren in alternerende opleiding en de ondernemingen over de rechten en verplichtingen van iedereen bedoeld in de alternerende overeenkomst en het gevoegde opleidingsplan vanaf 1 september 2016 gegarandeerd moeten worden.

Overwegende dat de Centra voor Alternierend Onderwijs en Opleiding (CEFA), het "Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises (IFAPME)" en de "Service Formation PME" (Dienst Opleiding KMO) geïnformeerd werden over het bijgewerkte model van overeenkomst inzake alternerende opleiding met het oog op het academiejaar 2016-2017;

Overwegende dat dit besluit dan ook terugwerkende kracht op 1 september 2016 moet krijgen;

Dat de terugwerkende kracht van de bestuurshandelingen wordt toegelaten voor zover ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst en voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand, voor zover ze de eisen inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in aanmerking neemt;

Dat de aanneming in casu van een besluit met terugwerkende kracht tot gevolg heeft de versterking van de rechtszekerheid ten gunste van de betrokken partijen bij de alternerende overeenkomsten ondertekend vanaf 1 september 2016 en in het bijzonder van de alternerende leerlingen en de partnerbedrijven van de opleiding;

Dat bij gebrek aan een dergelijke wettelijke grondslag overwogen zou moeten worden dat alle overeenkomsten gesloten vanaf 1 september 2016 gewijzigd zouden moeten worden;

Dat de terugwerkende kracht in het voordeel van belanghebbenden is en, in die zin, verantwoord is;

Gelet op advies nr. 60.477/2 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^b, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 betreffende de alternerende overeenkomst wordt vervangen als volgt :

“Het bepaalt de rechten en minimale plichten van de partijen, gespecificeerd, op advies, aangevraagd of ingediend uit eigen beweging, van de « Office francophone de la formation en alternance » (Franstalige dienst alternerende opleiding), door de bevoegde Ministers van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest alsook door het lid van het bevoegde College van de Franse Gemeenschapscommissie.”.

Art. 3. Artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. De proefperiode voor elke nieuwe alternerende overeenkomst duurt één maand en wordt opgeschort in geval van afwezigheid van de leerling om welke reden ook.”.

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art.7. Elke wijziging met betrekking tot het type opleiding verstrekt aan de leerling en tot het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen moet het voorwerp uitmaken van een nieuwe alternerende overeenkomst.”.

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art.8. De wijzigingen aangebracht aan de alternerende overeenkomst, zoals de verandering van mentor, van paritair Comité van de onderneming, van inrichtingseenheid waarin de opleiding wordt gegeven, van bezoldiging van de leerling of van de duur van de overeenkomst, maakt het voorwerp uit van een aanhangsel bij de alternerende overeenkomst.”.

Elke andere wijziging zoals de verandering van referentiepersoon, van vormingsoperator, van de personalia van de leerling of van de opleidingsrooster maakt het voorwerp uit van een bijlage. Deze bijlage wordt meegedeeld aan de ondertekenaars van de alternerende overeenkomst.”.

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art.8/1. Het bedrag van de bezoldiging van de leerling wordt berekend op basis van een percentage van het gemiddeld gewaarborgd minimummaandinkomen, geïndexeerd op dezelfde basis als de automatische loonindexering”.

Art. 7. De bijlage bij het hetzelfde besluit wordt vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2016.

Art. 9. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 mei 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

BIJLAGE¹



ALTERNERENDE OVEREENKOMST

Personalia van de operator in de alternerende opleiding
 Benaming:
 Adres:

Personalia van de referentiepersoon van de opleidingsoperator
 Voornaam en Naam:
 Gsm :
 E-mail:

Gesloten overeenkomstig het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2018 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd bij aanhangsel van 27 maart 2014.

TUSSEN

- **DE ALTERNERENDE LEERLING**

Voornaam en NAAM:

.....

Geboorteplaats en –datum:

Geboren te², op

.....

Nr. INSZ:

Woonplaats:

.....

Telefoon :/..... **GSM :**

...../.....

E-

mail:.....@.....

Als de alternerende leerling minderjarig is:

¹ Elke interpretatie van de overeenkomst verwijst naar het ministerieel besluit betreffende de VADEMECUM met betrekking op de alternerende overeenkomst.
² Schrappen wat niet past

Voornaam en NAAM van de wettelijke vertegenwoordiger:

.....

Woonplaats:

.....

Telefoon :/..... **GSM :**

...../.....

E-mail:@.....

EN

- **DE ONDERNEMING:**

Benaming:

.....

Firmanaam:

.....

Maatschappelijke zetel:

.....

Adres waar de opleiding in onderneming plaatsvindt:

.....

Nummer van de inrichtingseenheid waarin de opleiding wordt gegeven:

.....

RSZ-nummer:

.....

KBO-nummer:

Nummer paritair comité:
 Erkend als onderneming in alternerende opleiding voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van deze alternerende overeenkomst.

Vertegenwoordigd door de bedrijfsleider of de persoon gemachtigd om het bedrijf te vertegenwoordigen:

Voornaam en NAAM

:.....

Functie :

.....

Telefoon :/..... **GSM :**

...../.....

E-

mail:.....@.....

.....

Mentor: (indien verschillend van de bedrijfsleider)

Overeenkomstig de voorschriften van het samenwerkingsakkoord van 24 oktober 1998 betreffende de alternerende opleiding moet de mentor de volgende niet-cumulatieve voorwaarden vervullen:

- a) hetzij minstens vijf jaar beroepservaring hebben in het beroep dat geheel of gedeeltelijk aangeleerd wordt in het kader van het opleidingsplan, waarbij het bewijs van de beroepservaring door alle rechtsmiddelen geleverd wordt; wanneer de mentor een titel van bedrijfsleider behaald heeft in het beroep dat geheel of voor het grootste deel aangeleerd wordt in het kader van het opleidingsplan, moet hij minstens twee jaar beroepservaring hebben;
- b) hetzij houder zijn van een diploma of een pedagogisch getuigschrift of van een attest inzake voogdijopleiding, afgegeven door een onderwijs- of opleidingsinstelling ingericht of erkend door de bevoegde Gemeenschap of het bevoegde Gewest, waaruit blijkt dat hij beschikt over de nodige pedagogische kennis om het traject van de alternerende jongere als voogd te volgen;
- c) hetzij houder zijn van een getuigschrift van de validering van vaardigheden als voogd, afgeleverd door een centrum voor de validering van de vaardigheden dat door de bevoegde deelentiteit is erkend.

Hij moet van onberispelijk gedrag zijn en een uittreksel uit het Belgisch strafregister overleggen, model II, die toegang verleent tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kindbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt.

Wanneer het bedrijf gedurende de vijf jaar die voorafgaan aan 1 september 2014, datum van inwerkintreding van het aanhangsel bij het samenwerkingsakkoord, een leerling in alternerende opleiding heeft begeleid op grond van een "Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP)" (Overeenkomst van socio-professionele inschakeling) of een ander contract of overeenkomst erkend door de Franse Gemeenschap of van een stageovereenkomst van het "IFAPME" of de "SFPME", wordt de mentor die voor de opvolging van deze leerling tijdens de hele duur van de alternerende opleiding heeft gezorgd, automatisch geacht te voldoen aan de voorwaarden van een mentor in de zin van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008.

Voornaam en NAAM:

.....

Telefoon :/..... **GSM :**

...../.....

E-mail:

.....@.....

.....

Functie in de onderneming:

.....

Hieronder de partijen genoemd,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT :

Artikel 1 : Duur

De alternerende overeenkomst wordt gesloten voor een periode van maanden, die ingaat op en die eindigt op behalve verlenging in onderlinge overeenstemming en overlegd met de vormingsoperator, middels het sluiten van een aanhangsel bij de overeenkomst.

De proefperiode voor de alternerende overeenkomst duurt één maand en wordt opgeschort in geval van afwezigheid van de leerling om welke reden ook.

De toepassingsmodaliteiten voor de alternerende overeenkomst zijn tijdens de proefperiode van toepassing met uitzondering van de modaliteiten inzake de contractbreuk bedoeld in artikel 9, tweede lid, 2) van deze overeenkomst.

Artikel 2 : Verplichtingen van de partijen

De partijen zijn elkaar eerbied en respect verschuldigd.

Gedurende de uitvoering van de alternerende overeenkomst moeten zij de welvoegelijkheid en de goede zeden in acht nemen en waarborgen.

Artikel 3 : Verplichtingen van de onderneming:

De onderneming neemt deel aan de vorming van de alternerende leerling voor het beroep van:

..... en :

1° begeleidt de alternerende leerling, zorgt voor zijn integratie in het beroepsmilieu tijdens zijn alternerende opleiding en overhandigt hem het arbeidsreglement tijdens de ondertekening van de overeenkomst en verbindt zich ertoe hem niet alleen te laten op de opleidingsplaats;

2° vertrouwt aan de alternerende leerling uitsluitend vormende taken toe die verband houden met zijn opleidingsplan en het beroep waarop hij zich voorbereidt;

3° neemt de nodige voorzorgsmaatregelen om de alternerende leerling te beschermen tegen de eventuele risico's gebonden aan het leren en informeert hem daarvoor over de gevaren en na te leven veiligheidsmaatregelen en overhandigt hem, in voorkomend geval, een beschrijving van die gevaren en maatregelen;

4° leidt de alternerende leerling op voor het beroep waarop hij zich voorbereidt met name door het ter beschikking stellen van de hulp, van het gereedschap, rekening houdend met de gewone slijtage ervan, van de grondstoffen, van de werkkledij en de beschermingsuitrustingen, waarbij dit niet beschouwd mag worden als een voordeel in natura;

5° als een goede huisvader zorg draagt voor de persoonlijke bezittingen die de alternerende leerling in bewaring moet afgeven;

6° zorgt ervoor dat het gedeelte van het opleidingsplan dat de onderneming ten laste valt aan de alternerende leerling wordt verstrekt om hem op de formatieve en certificatieve evaluaties voor te bereiden;

7° geeft de alternerende leerling de mogelijkheid om de voor zijn opleiding nodige cursussen en activiteiten te volgen die door de opleidingsoperator worden gegeven en/of georganiseerd;

8° in geval van verandering, brengt de referentiepersoon van de alternerende leerling uitdrukkelijk op de hoogte van de naam en hoedanigheid van de mentor die voor de opvolging van de alternerende leerling zal zorgen tijdens zijn traject van alternerende opleiding alsook van het nieuwe adres van de inrichtingseenheid;

9° laat de referentiepersoon nagaan op de plaats waar de alternerende overeenkomst wordt uitgevoerd of het ondernemingshoofd de door hem aangegane verplichtingen naleeft;

10° verbindt zich ertoe de alternerende leerling vrij te laten om hem de mogelijkheid te geven, indien nodig tijdens de opleiding in onderneming, zijn referentiepersoon te ontmoeten tegen rechtvaardiging ondertekend door bedoelde referentiepersoon en overhandigd door de alternerende leerling aan zijn mentor zodra hij in de onderneming terugkomt;

- 11° geeft de alternerende leerling in de onderneming minstens 20u/week op jaarbasis opleidingsactiviteit, onverminderd de federale wetgeving inzake jaarlijks verlof overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 7 van deze overeenkomst;
- 12° doet een DIMONA-aangifte bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid uiterlijk vóór het begin van de uitvoering van deze alternerende overeenkomst, ongeacht of het in vormingscentrum of een onderneming is;
- 13° werkt met de opleidingsoperator samen en brengt de referentiepersoon op de hoogte van het verloop van de opleiding in de onderneming, minimum tijdens elk van zijn bezoeken in de onderneming en zo snel mogelijk, van elke moeilijkheid i.v.m. deze overeenkomst;
- 14° vult de voor elke operator specifieke administratieve en pedagogische documenten, zoals afgesloten met de referentiepersoon, alsook de nodige attesten in om de eventuele afwezigheden van de alternerende leerling in het opleidingscentrum te rechtvaardigen;
- 15° sluit een verzekeringspolis bij een erkende verzekeringsmaatschappij of een erkende verzekeringskas die de alternerende leerling dezelfde voordelen en dezelfde dekking in rechtstreeks verband met het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de opleiding, als elke werknemer van de onderneming garandeert, overeenkomstig de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen, geeft de ongevallen aan, en meer in het algemeen, leeft het geheel van zijn verplichtingen na; die verzekering dekt ook de ongevallen op de weg naar de onderneming en bij de opleidingsoperator alsmede de ongevallen tijdens de opleidingsactiviteiten georganiseerd zowel door het opleidings- of onderwijscentrum alsook door de onderneming; als het ongeval gebeurt op de weg naar de onderneming, worden de gegevens om de aangifte van ongeval in te vullen zo vlug mogelijk door de leerling verstrekt; als het ongeval bij de vormingsoperator gebeurt, brengt deze de onderneming hiervan onmiddellijk op de hoogte en deelt haar de gegevens mee om de aangifte van ongeval in te vullen;
- 16° sluit een verzekeringsovereenkomst “burgerlijke aansprakelijkheid” bij een erkende verzekeringsmaatschappij, waarbij de verzekeringspolis de schade dekt die door de leerling berokkend wordt aan derden en aan de onderneming bij wie hij een opleiding volgt en dit, in het kader van zijn opleiding in onderneming;
- 17° voldoen aan bepalingen van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, alsmede de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die toepasselijk zijn op de onderneming, met inbegrip van de tenlasteneming van de voorafgaande medische onderzoeken;
- 18° leeft de wettelijke en reglementaire bepalingen eigen aan het statuut van de alternerende leerling na waaronder de bepalingen betreffende het jaarlijks verlof, zoals bepaald in artikel 7, alsook inzake recht van de sociale zekerheid;
- 19° stemt in met het beginsel van de mobiliteit buiten de onderneming zoals bedoeld in het opleidingsplan;
- 20° betaalt een maandelijkse vergoeding uit aan de alternerende leerling, overeenkomstig artikel 6 van deze overeenkomst;

21° betaalt de reiskosten, buiten het schoolabonnement, van de alternerende leerling voor de praktische bedrijfsopleiding op basis van bewijsstukken terug, met inbegrip van de dagelijkse verplaatsingen van hun gebruikelijke woonplaats naar de uitvoeringsplaats van de opleiding in de onderneming, met inachtneming van de bepalingen die toepasselijk zijn op de onderneming krachtens de sectorale of ondernemingsovereenkomst waaraan de onderneming onderworpen is of, in voorkomend geval, de collectieve arbeidsovereenkomst 19 octies van 20 februari 2009 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers;

22° geeft aan het einde van de alternerende overeenkomst het document af waarin de begin- en einddatum van de alternerende overeenkomst worden vermeld en, indien nodig, de gepaste sociale documenten afgeven aan de alternerende leerling.

23° zorgt er zoveel mogelijk voor om een mentor aan te wijzen die de gewone mentor, afwezig voor een korte periode, kan vervangen, onverminderd de maatregelen die door de onderneming moeten genomen worden om de gewone mentor te vervangen in geval van afwezigheid van lange duur of in geval van verandering van mentor; de plaatsvervangende mentor zal zo goed mogelijk aan het profiel en aan de voorwaarden vereist voor de gewone mentor voldoen.

Artikel 4 : Verplichtingen van de alternerende leerling

De leerling:

1° is in de onderneming aanwezig overeenkomstig de modaliteiten van deze alternerende overeenkomst en stelt alles in het werk om de overeenkomst tot een goed einde te brengen;

2° richt zich met het oog op de goede uitvoering van de alternerende overeenkomst naar de richtlijnen die hem door de onderneming gegeven worden, via één van zijn gevolmachtigden of aangestelden of zijn mentor, en ook van zijn referentiepersoon;

3° volgt de cursussen of opleidingen regelmatig en neemt deel aan de opleidingsevaluaties en evaluaties;

4° neemt deel in geval van breuk of schorsing van de alternerende overeenkomst aan het specifieke programma dat door de opleidingsoperator wordt opgesteld om te voldoen in voorkomend geval aan de bepalingen van de leerplicht;

5° onthoudt zich van alles wat schade zou kunnen berokkenen, hetzij aan zijn eigen veiligheid of aan die van de personen die hem bijstaan, hetzij aan derden;

6° geeft de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan de onderneming terug;

7° brengt de onderneming en de vormingsoperator onmiddellijk op de hoogte van elke afwezigheid en deelt hen de gegevens en attesten mee om zijn afwezigheid te rechtvaardigen binnen de twee werkdagen, behalve andersluidende bepalingen voorzien in het arbeidsreglement;

8° is bereid om in het kader van de activiteit van de onderneming eventuele verplaatsingen te ondernemen;

9° vult de voor elke operator specifieke administratieve en pedagogische documenten in en deelt ze mede aan zijn opleidingsoperator;

10° onthoudt zich, zowel tijdens de alternerende overeenkomst als erna, van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen alsook van de geheimen van elke zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij kennis zou hebben vanwege zijn aanwezigheid in de onderneming;

11° brengt zijn referentiepersoon zo spoedig mogelijk op de hoogte van elke moeilijkheid i.v.m. de uitvoering van de alternerende overeenkomst, namelijk de moeilijkheden die de beëindiging van de alternerende overeenkomst zou kunnen teweegbrengen.

Artikel 5 : Uurrooster van de opleiding in onderneming en bij de opleidingsoperator

De wekelijkse duur van de opleiding is [...] ³ uur, verdeeld volgens het hierna vermelde referentierooster:

Referentierooster

Dagen	bij de opleidingsoperator		op de uitvoeringsplaats van de opleiding in onderneming	
	s'ochtends	s'namiddags	s'ochtends	s'namiddags
Maandag				
Dinsdag				
Woensdag				
Donderdag				
Vrijdag				
Zaterdag				
Zondag ⁴				

De opleidingsoperator deelt jaarlijks het uurrooster van de cursussen in het opleidingscentrum aan beide partijen mede. De uurrooster van de opleiding in onderneming wordt op deze basis bepaald.

Het referentierooster kan op verzoek van één van de partijen of van de referentiepersoon worden aangepast mits een akkoord van de partijen en opgenomen als bijlage bij de alternerende overeenkomst.

Indien de alternantie anders dan wekelijks is, kan het referentierooster gewijzigd worden.

De overuren zijn verboden behalve voorafgaande instemming op basis van een pedagogisch bewijsstuk tussen de onderneming, de opleidingsoperator en de alternerende leerling. Ze moeten vergoed en/of gecupereerd worden op de gepresteerde uren volgens de bepalingen van de arbeidswet van 16 maart 1971.

³ Naar gelang van het paritair comité, de collectieve arbeidsovereenkomst of het arbeidsreglement van de onderneming.

⁴ Indien de wet of de collectieve arbeidsovereenkomst van het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert erin voorziet.

Behalve specifieke uitzonderingen bedoeld in het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert, mag de alternerende leerling niet werken op zondag, wettelijke verlofdagen of hun vervangingsdagen wanneer de verlofdagen samenvallen met gewone dagen van inactiviteit in de onderneming.

Nachtarbeid is verboden : de alternerende leerling tussen 15 en 18 jaar mag niet tussen 20 uur en 6 uur werken. Met inachtneming van de afwijkingen bedoeld in de wet en/of de collectieve arbeidsovereenkomsten van het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert, kan de alternerende leerling van meer dan 16 jaar worden genoodzaakt om boven deze grenzen te presteren. De arbeid is verboden tussen middernacht en 4 uur ongeacht de leeftijd van de alternerende leerling.

Wanneer de opleiding in centrum niet tijdens de schoolvakantie wordt georganiseerd, presteert de leerling zijn volledige wekelijkse rooster in onderneming behalve bepalingen genomen overeenkomstig artikel 7 van deze overeenkomst.

Artikel 6 : Bezoldiging van de alternerende leerling

De opleiding wordt gestructureerd in drie vaardigheidsniveaus (A-B-C) bedoeld in artikel 1, §4, tweede lid, van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding. Die niveaus worden bepaald in het opleidingsplan gevoegd bij deze alternerende overeenkomst. Ze bepalen het bedrag van de bezoldiging.

De kinderbijslag wordt onvoorwaardelijk toegekend tot 31 augustus van het jaar waarin de leerling de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt. Op die datum wordt de kinderbijslag slechts verschuldigd indien de bezoldigingen van de alternerende leerling het geïndexeerd plafond dat recht geeft tot de kinderbijslag niet overschrijden. Indien de alternerende leerling zelf kinderen heeft, kan hij in aanmerking komen voor kinderbijslag voor deze kinderen.

Het bedrag van de bezoldiging is een minimum. Het bedrag van de vergoeding zoals berekend, garandeert tegenover het gezin van de alternerende leerling (meerjarig) dat de kinderbijslag wordt behouden. Wanneer een bedrijf of een sector van dit maximumbedrag wil afwijken, brengt het de opleidingsoperator hiervan op de hoogte die de schriftelijke toestemming van de leerling dient aan te vragen.

Bij de ondertekening van de alternerende overeenkomst, begint elke alternerende leerling zijn opleidingstraject op het niveau A. De overgang naar een ander niveau valt onder de beslissing van de referentiepersoon, mits advies van de mentor en in overleg met de leerling.

Vaardigheidsniveau van de alternerende leerling bij de handtekening van de overeenkomst:
.....⁵

- Niveau A : De forfaitaire bezoldiging wordt bepaald opEUR/maand opleiding in onderneming (of minimum 17% van het geïndexeerd GGMMI).
- Niveau B : De forfaitaire bezoldiging wordt bepaald opEUR/maand opleiding in onderneming (of minimum 24% van het geïndexeerd GGMMI).
- Niveau C : De forfaitaire bezoldiging wordt bepaald opEUR/maand opleiding in onderneming (of minimum 32% van het geïndexeerd GGMMI).

⁵ Dat niveau kan na evaluatie van de vaardigheden van de leerling geactualiseerd worden

Deze bezoldiging is forfaitair, ongeacht het aantal uren praktische bedrijfsopleiding, en ze dekt zowel de laatstgenoemden als diegenen gevolgd bij de opleidingsoperator.

Naast de bovenbedoelde minimale bezoldigingen, geniet de leerling van de andere voordelen die uitdrukkelijk voorzien zijn in de collectieve arbeidsovereenkomsten of in een Bedrijfsakkoord.

Overeenkomstig de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, kan de onderneming de bezoldiging op geldige wijze betalen aan de minderjarige tenzij verzet is betekend door de vader, de moeder of de voogd. Ze wordt gestort op volgende bank- of postrekening: BE _____

De bezoldiging moet uitbetaald worden uiterlijk op de vierde werkdag na de periode waarvoor de betaling is voorzien, en dit, bij gebrek aan collectieve arbeidsovereenkomst of bepalingen vermeld in het arbeidsreglement die de betalingstermijn tot maximum 7 werkdagen kunnen verlengen.

Onverminderd de toepassing van artikel 8, is de vergoeding prorata temporis verschuldigd in het geval van indienstneming of einde van de opleiding tijdens de maand.

De leerling mag niet tegen rendement bezoldigd worden.

Artikel 7 : Jaarlijks vakantieverlof

De alternerende leerling moet minstens 3 opeenvolgende weken vakantie nemen tussen 1 mei en 31 oktober, ongeacht het type vakantie en de werkgever moet die vakantie toekennen.

De alternerende leerling heeft vanaf het eerste jaar alternerende opleiding recht op twee soorten jaarlijks vakantieverlof waarvoor overlegd is gepleegd met de onderneming en de referentiepersoon over de keuze van de data:

- 1) Het verworven jaarlijks vakantieverlof wordt toegekend op basis van de wettelijke bepalingen terzake en de data van die vakantie worden bepaald in functie van een beslissing van het paritair comité waaronder de onderneming valt en, bij gebreke daarvan, volgens de vigerende bepalingen bij het bedrijf. In voorkomend geval, mag de leerling het voordeel van de reglementering op de Europese vakantie vragen en, in de gevallen van collectieve sluiting van de onderneming wegens vakantieverlof, het voordeel van de reglementering op de tijdelijke werkloosheid, nadat hij zijn recht op het verworven vakantieverlof heeft uitgeput.
- 2) 4 niet-betaalde schoolvakantieweken die tussen 1 januari en 31 december worden bepaald in overleg tussen de leerling, de onderneming en de referentiepersoon van de opleidingsoperator.

De betrokken partijen dienen over de datum van de schoolvakantie overeen te komen voor een bepaald jaar uiterlijk 30 april van bedoeld jaar behoudens andere bepalingen voorzien in het arbeidsreglement of overeengekomen met de bedrijfsleider of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Artikel 8 : Schorsingen van de uitvoering van de alternerende overeenkomst

De overeenkomst wordt geschorst:

1° In het geval van afwezigheid op het werk

De wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders is van toepassing in geval van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of

ongeval, moederschapverlof en bevallingsrust, vaderschapsverlof, tijdelijke werkloosheid, kort verzuim/omstandigheidverloven, verlof wegens dwingende redenen, profylactisch verlof.

In afwijking van het eerste lid wordt de tenlasteneming door de onderneming van de bezoldiging van de leerling in geval van schorsing van deze alternerende overeenkomst wegens de hierbovenvermelde redenen beperkt tot de eerste 7 kalenderdagen afwezigheid, behalve in geval van tijdelijke werkloosheid andere dan de werkloosheid die uit een technisch ongeval voortvloeit. In dit geval hoeft de onderneming geen bezoldiging uit te betalen.

2° In geval van niet-naleving van de verplichtingen van één van de partijen.

De uitvoering van de alternerende overeenkomst wordt geschorst voor een duur die door de partijen in overleg met de referentiepersoon wordt bepaald, om de mogelijkheid te bieden aan de overtreder zich aan te passen aan de bepalingen van deze alternerende overeenkomst. Deze periode wordt verder bezoldigd wanneer de schorsing voortvloeit uit een tekortkoming van de onderneming.

3° Tijdens de niet-bezoldigde schoolvakantie.

Artikel 9 : Einde van de overeenkomst

De overeenkomst inzake alternerende opleiding eindigt:

1° na afloop van de duur die in deze alternerende overeenkomst vastligt;

2° bij overlijden van de leerling of van de ondertekenaar van de alternerende overeenkomst die gemachtigd is om de aansprakelijkheid van het bedrijf of van de mentor te stellen;

3° als de erkenning van de onderneming ingetrokken wordt.

Na overleg met de referentiepersoon eindigt de overeenkomst inzake alternerende opleiding overeenkomstig artikel 1, §4 quinquies van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008, en gewijzigd bij de aanhangsels van 27 maart en 15 mei 2014:

1) Onmiddellijk in geval van overmacht die de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk maakt;

2) door de schriftelijke wil van één van de partijen mits een opzeggingstermijn van 7 dagen indien de alternerende leerling in proefperiode van 14 dagen is, buiten proefperiode, of mits de betaling van een opzeggingsvergoeding van de overeenkomst voor dezelfde duur als de opzegtermijn niet wordt gepresteerd. De te presteren opzegtermijn heeft uitwerking de 3^{de} werkdag na de kennisgeving ervan bij aangetekend schrijven of de dag die volgt op de kennisgeving ervan wanneer die gebeurt door toedoen van een gerechtsdeurwaarder of het voorwerp uitmaakt van een bericht van ontvangst ondertekend door de partij waaraan de opzegtermijn wordt meegedeeld;

3) in geval van stopzetting van activiteiten of van faillissement, fusie, splitsing, overdracht, overname van de onderneming of van verandering van bedrijfsstatuut, tenzij de overeenkomst inzake alternerende opleiding door het overnemende bedrijf overgenomen wordt, indien het ook onder dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijke opleidingsovereenkomst erkend wordt en mits instemming van de leerling en van de referentiepersoon;

4) in geval van ernstige tekortkoming van de leerling of de onderneming; als de overeenkomst opgezegd wordt wegens ernstige tekortkoming van de leerling, zijn de regels inzake ontslag wegens ernstige tekortkoming van toepassing;

5) als geobjectiveerde argumenten willen bewijzen dat ernstige twijfels rijzen omtrent het feit dat de opleiding beëindigd kan worden. De opzeggingsredenen moeten schriftelijk en uitvoerig aan de andere partij, alsook aan de referentiepersoon zo snel mogelijk meegedeeld worden, vóór de bemiddelingsfase tussen de partijen. Als de bemiddeling afwezig is of mislukt, zijn de regels inzake einde van de overeenkomst door de wil van één van de partijen van toepassing;

6) als de uitvoering van de overeenkomst langer dan zes maanden opgeschort wordt, eindigt de overeenkomst inzake alternerende opleiding aan het einde van de zesde maand van de opschorting op verzoek van één van de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben. Één van de partijen die de overeenkomst ondertekend heeft of beide partijen kunnen een reden tot verbreking van de alternerende overeenkomst bij de referentiepersoon van de opleidingsoperator aanvoeren en, in voorkomend geval, de andere partij ervan op de hoogte brengen.

Bij niet naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit het Opleidingsplan door de leerling ten opzichte van de opleidingsoperator, voorziet de opleidingsoperator een bemiddeling met de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben. Bij gebrek aan een regularisatie door de leerling binnen 2 maanden, zegt de operator de niet-uitvoering van het Opleidingsplan op per aangetekend schrijven of door toedoen van een gerechtsdeurwaarder waarvan een afschrift onmiddellijk per fax of per e-mail aan de bedrijfsleider wordt overgemaakt. Deze opzegging maakt automatisch een einde aan de alternerende overeenkomst. De tewerkstelling van de leerling, als hij in de onderneming blijft, lijkt op een arbeidsovereenkomst met alle verplichtingen die ermee gepaard gaan.

In de gevallen van verbreking bedoeld in het tweede lid, 2°, 3° en 5°, voorziet de referentiepersoon van de opleidingsoperator vooraf een bemiddelingsfase tussen de partijen. Met de toestemming van de opleidingsoperator en de referentiepersoon van de opleidingsoperator kan de alternerende leerling zijn alternerende opleiding voor de resterende duur bij een ander bedrijf voltooien.

Artikel 10 : Het ministerieel besluit met dezelfde inhoud, met betrekking tot het VADEMECUM betreffende de alternerende overeenkomst, aangenomen door de bevoegde Ministers en door het lid van het College krachtens artikel 2, tweede lid, van het besluit van 4 mei 2017 tot wijziging van het bovenvermelde besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 maakt integraal deel uit van deze alternerende overeenkomst.

Opgemaakt in drie exemplaren⁶ op..... te.....

Voor de onderneming,

Voor de leerling⁷,

De verantwoordelijke

De leerling

⁶ Een exemplaar voor de onderneming, een exemplaar voor de leerling en een exemplaar voor de opleidingsoperator

⁷ Met inachtneming van artikel 43 van de wet dat bepaalt dat de "minderjarige werknemer met uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van zijn vader of zijn moeder of van zijn voogd rechtsbekwaam is een arbeidsovereenkomst te sluiten en te beëindigen. Bij ontstentenis van die machtiging kan de jeugdrechtsbank die verlenen op verzoek van het openbaar ministerie of van een familielid. De vader, de moeder of de voogd worden vooraf gehoord of opgeroepen."

Bij het contract gevoegd kaderopleidingsplan**De leerling**

Voornaam en NAAM:

.....
.....

Woonplaats:

.....
.....
.....

Telefoon : / GSM :

..... /

E-mail:

.....
.....

Begin van het contract: Einde van het contract:

.....

Lijst met de oorspronkelijke vaardigheden van de leerling:**Gehaalde titels, getuigschriften en diploma's:****De onderneming**

Benaming:

.....
.....

Maatschappelijke zetel:

.....
.....

Inrichtingseenheid waarin de opleiding in onderneming wordt gegeven:

.....
.....
.....**Mentor:**

Voornaam en NAAM:

.....

Telefoon : / E-

mail:.....

.....

De opleidingsoperator

Naam:

.....
.....

Zetel:

.....
.....
.....
.....

Directeur / Coördinator :

.....
.....

Telefoon :/..... E-

mail:.....
.....

Referentiepersoon:

Voornaam en Naam:

.....
.....

Titel en functie:

.....
.....

Telefoon :/..... E-

mail:.....
.....

Onafhankelijk van de leerresultaten vermeld in de volgende roosters verbindt de opleidingsoperator zich ertoe de leerling te informeren en te sensibiliseren over de bepalingen van het alternerende contract dat hij ondertekent.

Evaluatiemodaliteiten:

In voorkomend geval, validatie van de volgende eenheid/eenheden van leerresultaten :

Eindevaluatie

Evaluatiemodaliteiten:

Titels en getuigschriften die aan het einde van de opleiding worden beoogd

Opgemaakt in 3 exemplaren op.....te.....

**Ondertekening en stempel van
de opleidings- of
onderwijsverstrekker**

Voor de onderneming,

Voor de leerling,

De verantwoordelijke

De leerling

Gezien om te worden gevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 4 mei 2017 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 betreffende de alternerende overeenkomst.

Namen, 4 mei 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/30346]

4 MAI 2017. — Arrêté 2017/ 493 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'approbation de trois référentiels de validation de compétences associés au métier de « Cuisinier travaillant seul » dans le cadre de l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu l'Accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, l'article 9 ;

Vu le Décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 7 novembre 2003 portant assentiment de l'Accord de coopération du 24 juillet 2003, relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

Vu l'approbation du Comité directeur du 29 juin 2016;

Sur proposition du Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle;

Arrête :

Article 1^{er}. Les référentiels de validation des compétences relatifs au métier de Cuisinier travaillant seul sont approuvés comme suit :

Métier	Titres	Code
Cuisinier travaillant seul	UC1 : Réaliser un menu simple	CUIS1
	UC2 : Réaliser un menu élaboré	CUIS2
	UC3 : Réaliser une carte complexe en incluant le travail des commis et en gérant la partie administrative de la cuisine	CUIS3

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 4 mai 2017.

Le Membre du Collège ayant la Formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 4 mai 2017.

Par le Collège :

F. LAANAN,

Présidente du Collège de la Commission communautaire française

D. GOSUIN,

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/30346]

4 MEI 2017. — Besluit 2017/493 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende goedkeuring van drie referentiesystemen voor de erkenning van competenties voor het beroep van "kok die alleen werkt" in het kader van het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de erkenning van competenties op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding afgesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de erkenning van competenties op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding afgesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 9;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 november 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de erkenning van competenties op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, afgesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;